

## LA NOUVELLE GÉO-ÉCONOMIE MONDIALE. <sup>1</sup>

**Driss Guerraoui**

Membre de l'Académie des Sciences du Portugal

Président de l'Université Ouverte de Dakhla

---

<sup>1</sup> Conclusion de l'auteur parue dans l'ouvrage collectif publié aux Editions l'Harmattan Paris, sous le titre «la Nouvelles Economie Mondiale, Comparaisons internationales», issu des Actes de la 5ème Rencontre Internationale de Dakhla, tenue à Dakhla, paru novembre 2019.

La Nouvelle Economie Mondiale du XXIeme siecle offre l'image d'un systeme éclaté, fragmenté, ou dominant des conflits à visages différenciés et à géométrie variables:

- **Une Europe occidentale** qui doute d'elle-même et de son avenir, avec une croissance en panne et des modeles de démocraties qui s'essouffent;
- **Une Amérique du Nord** qui est entrée dans une véritable phase de protectionnisme, de patriotisme économique, de conservatisme politique et de désengagement de ses responsabilités multilatérales tout azimut et à tous les niveaux, du commerce, au climat, à la migration et même de la culture, puisque les Etats unis se sont retirés de nombreux accords, conventions et agendas mondiaux concernant tous ces domaines. Toutefois, les Etats-Unis d'Amérique continuent de renforcer leur stratégie visant à préserver leur supériorité technologique et leur suprématie dans le monde, portées par un puissant complexe militaroindustrielle et une formidable capacité d'innovation technologique;
- **Une Amérique du Sud** dont la dynamique d'émergence connaît une pause, due principalement à des instabilités politiques internes, à une crise profonde, de défiance envers les institutions élues et à des choix économiques inappropriés, aggravés par une crise régionale touchant les principaux pays, notamment le Brésil, le Mexique, le Honduras, la Colombie et le Venezuela;
- **Une Asie plurielle** qui s'érige en une véritable locomotive de la Nouvelle Economie Mondiale, avec la Chine comme puissance montante, se disputant le leadership avec de nouvelles puissances asiatiques et non asiatiques émergentes, comme la Russie et l'Inde, et dans une moindre mesure la Corée du Sud, l'Indonésie, la Malaisie et la Turquie;
- **Un Monde Arabe**, qui, hormis quelques exceptions, est en pleine décomposition, pour ne pas dire déconfiture. Ce monde arabe est en passe de se placer en dehors de l'Histoire, et dont une bonne partie passera le restant de ce troisieme millénaire à construire des routes, des écoles et des dispensaires du fait d'une logique incontrôlée d'autodestruction, portée par des forces occultes ou déclarées, intervenant sur un terrain miné par de vieux conflits religieux, ethniques et politiques attisés par des puissances étrangères qui agissent soit directement, soit par procuration au gré de leurs intérêts géostratégiques et civilisationnels dans la région. Cette

région du monde connaît une logique autodestructrice de façon accélérée depuis plus de 15 ans déjà, favorisée par l'anarchie que les Etats-Unis ont voulue créatrice, mais qui s'est avérée en fait diaboliquement ravageuse. Cet état de fait intervient dans des sociétés arabes orphelines de leurs élites et rongées par de faibles niveaux d'éducation de leurs populations, un retard technologique de leurs économies, une pauvreté endémique, des inégalités criantes et croissantes et une emprise de la radicalisation religieuse qui nourrit la culture de la mort;

- **Et enfin, une Afrique** qui émerge, mais avec des défis sociodémographiques, socio-institutionnels, économiques, environnementaux, culturels et sécuritaires colossaux.

Ce nouveau système mondial, devenu complexe et quasi chaotique, fonctionne sans pilotage mutuellement accepté par toutes ces régions et sans gouvernance réellement partagée et coordonnée entre elles. Par ailleurs, il évolue dans un contexte de doute généralisé sur la capacité collective et effective des Etats à s'approprier les principaux agendas mondiaux, qui renvoient principalement aux Objectifs de Développement Durable, au Sacie de Protection Sociale Universelle, aux agendas mondiaux pour le climat, la migration et le projet audacieux de Revenu Universel de Base porté par le Rapporteur spécial des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la lutte contre l'extrême pauvreté.

Ce nouveau monde se trouve réellement dépourvu de mécanismes efficaces de construction d'une paix durable, le tout aggravé par une crise de confiance profonde des Etats dans les institutions internationales de gouvernance du monde, accentuant ainsi la crise du Conseil de Sécurité des Nations Unies, et mettant en conséquence la sécurité humaine en danger et toute la planète dans des incertitudes réelles.

Mais aussi paradoxale que cela puisse paraître, sur ce fond inquiétant et explosif, jamais nos économies et nos sociétés n'ont produit autant de richesses, jamais elles n'ont connu autant d'innovations technologiques inédites et majeures et jamais elles ne se sont inscrites dans un système mondiale aussi ouvert, global, interdépendant et connecté.

De telles évolutions offrent des perspectives prometteuses à toutes les Nations, à toutes les entreprises, à tous les territoires et à tous les acteurs de nos sociétés civiles qui sauront mobiliser leurs génies, leurs intelligences et leurs veilles stratégiques pour innover, créer de la richesse, anticiper les transformations, prévoir les risques et prendre part aux jeux et enjeux complexes de la nouvelle géo-économie mondiale.

Ces perspectives ont trait à des changements importants dans les modes futures de régulation des crises et dans l'accompagnement des agendas mondiaux. Il s'agit de l'émergence et du développement d'acteurs nouveaux sur

la scène internationale que sont les sociétés civiles organisées et les coalitions qu'elle sécrètent, du rôle grandissant des territoires, de l'appel, un peu partout dans le monde, à la promotion de formes alternatives de développement et de la nécessité d'une gouvernance mondiale en phase avec les nouvelles réalités de notre temps.

## **1. La naissance de coalitions mondiales issues des sociétés civiles**

En effet, l'un des traits les plus marquants de notre siècle est le développement à l'échelle internationale d'une conscience citoyenne universelle qui en train de participer à la naissance et au renforcement de coalitions mondiales issues des sociétés civiles organisées et ce de par le monde. Ces coalitions sont en passe de s'ériger en véritables contrepouvoirs sur la scène internationale contribuant à la régulation positive des principaux dysfonctionnements que connaît la Nouvelle Economie Mondiale et à faire avancer des causes humaines essentielles dans de nombreux domaines pour le bien être de larges pans de la population mondiale. Ces coalitions concernent l'Agenda Mondial pour le Climat, la protection sociale, la lutte contre l'extrême pauvreté, le mouvement au sein de la Commission des Nations Unies des Droits de l'Homme visant l'instauration d'un revenu universel de base au niveau planétaire, les mouvements pour la promotion des nouvelles générations des droits des femmes, des enfants, des migrants et des personnes à besoins spécifiques.

La dynamique que ces coalitions sont en train de développer annonce la croissance progressive des marges du pouvoir des citoyens dans la marche de leurs sociétés et du monde, un pouvoir renforcé et amplifié par les possibilités extraordinaires que leur offre, la révolution numérique en termes de réseautages collaboratifs, de révoltes spontanées hors et à la marge des institutions élues. Ce qui conduit, corrélativement, à accroître l'influence des citoyens et des coalitions mondiales au sein desquelles ils s'organisent sur les décisions de politiques publiques et à plus long terme sur le cours de l'Histoire.

## **2. L'émergence des territoires**

Aussi paradoxale que cela puisse paraître, dans une économie mondialisée, jamais les Etats et les grands groupements régionaux n'ont autant usé des territoires (Régions, Villes, Métropoles urbaines) pour se déployer et faire de la gestion de proximité un crédo de l'implantation et/ou de la délocalisation-colocalisation de leurs entreprises à l'international. Cette émergence, les territoires la doivent à leurs facultés intrinsèques d'innovation et d'expérimentation à partir de leurs

capacités propres de mobilisation de leurs acteurs, s'appuyant en cela sur leurs savoirs et savoirs faire locaux valorisés par le génie et l'intelligence collective des forces vives de leurs territoires.

Cette évolution a un impact tel sur l'image internationale de certains pays que leurs avantages comparatifs, compétitifs et stratégiques s'identifient même à ceux de leurs villes, régions et métropoles. Aussi, dans la nouvelle économie mondiale les territoires deviennent les vrais faiseurs des nations, des entreprises et des nouveaux lieux de vie qu'il s'agisse des lieux de la culture, des arts, des loisirs, du sport ou des pratiques religieuses et spirituelles.

### **L'appel à la promotion de formes alternatives de développement**

Les chercheurs, les experts, les analystes et les observateurs de l'état de la Nouvelle Economie Mondiale sont unanimes pour dire que les modeles de développement hérités du XX eme siecle ont atteint leurs limites. Ce constat n'est pas nouveau. Des alertes remontent même aux années 70, ou pour des raisons différentes, mais avec des préoccupations quasi similaires les premieres voix commencent à appeler à changer de style de croissance, voire à une «halte à la croissance» (Club de Rome, 1972).

Mais, plus récemment, des prix Nobel d'économie comme Joseph E. Stiglitz, d'éminents économistes et essayistes comme Amartya Sen, Muhammad Yunous et Jeremy Rifkin, des institutions internationales prestigieuses de la famille des Nations Unies comme le PNUD, des organisations spécialisées comme l'OIT et même la Banque Mondiale appellent à la promotion de formes alternatives de développement.

Car, malgré ou à cause du progres généré par la nouvelle révolution postindustrielle, ces modeles se trouvent actuellement dans l'incapacité objective de réaliser conjointement la croissance, le plein emploi, le bien-être social pour tous, et le développement durable des écosystemes naturels.

C'est dans ce contexte qu'une attention particuliere doit est portée à la construction de ces formes alternatives de développement par la promotion de l'économie sociale et solidaire, des métiers liés à la valorisation du capital immatériel des nations, en particulier la culture, les arts et le patrimoine, des métiers du développement durable, notamment à l'économie verte, l'économie bleue, aux énergies renouvelables, à l'agriculture biologique et à la mobilité durable.

Ces formes alternatives de développement doivent, également favoriser une solidarité fonctionnelle et organique ente l'Etat, le secteur privé et la société civile à travers des partenariats innovants, décentralisés et déconcentrés, et ce non seulement pour les l'action sociale et solidaire, mais aussi pour les activités productives génératrices de richesses.

Pour ce faire, ces modèles de développement de demain doivent permettre à nos économies et nos sociétés de:

- Produire d'avantage de richesses en libérant les énergies de toutes les composantes de la société, en élargissant la base sociale des activités productives et en diversifiant les sources de production de ces richesses;
- Préserver les ressources naturelles par une gestion responsable, portée par des mécanismes effectifs de suivi, de contrôle, d'évaluation et de reddition des comptes.

Et de répartir équitablement les richesses produites pour qu'elles puissent bénéficier à tous les citoyens et citoyennes et à toutes les régions des pays.

Enfin, une gouvernance mondiale en phase avec notre temps

La Nouvelle Economie Mondiale a besoin d'une gouvernance mondiale plus responsable et plus solidaire pour réguler les nouvelles vagues d'insécurité et les nouvelles générations de guerres. Elle doit inciter les Etats et les Grands Groupements Régionaux à mettre en place des politiques publiques qui libèrent les énergies de leurs acteurs, en investissant dans le capital humain et en préservant durablement leurs ressources naturelles par une exploitation responsable et durable par les entreprises et les territoires afin d'être en conformité avec tous les agendas mondiaux en matière de développement humain durable et de préservation des intérêts des générations futures.

Elle se doit, enfin, d'inciter les Etats, les Groupements Régionaux et les institutions internationales à coopérer autrement pour réaliser la paix, la stabilité, la sécurité et le développement mutuel de toutes les nations. Cette nouvelle forme de coopération doit être portée par la promotion et l'essaimage dans nos sociétés et nos institutions des valeurs de tolérance, de partage, de solidarité, de dialogue, de gestion pacifique des conflits par le *prima accordé* à la légalité internationale et au respect des différences civilisationnelles, culturelles, religieuses et spirituelles.

C'est ce rêve et cette espérance que nous devons apprendre à nos enfants. Car, c'est la seule «arme» qui nous reste dans une Nouvelle Economie Mondiale qui est en train de nous projeter dans l'incertain.